

### *Le printemps arabe nous a tous fait rêver. Enfin ! Nous aussi, les pays du Maghreb, nous allons goûter aux joies de la démocratie*



Par Mustapha Bouhaddar

**E**n effet, la chute de Ben Ali en Tunisie, et de Moubarak en Égypte a révolutionné le monde arabe. Mais voilà, un simple fait divers, qui nous vient de Tunisie récemment nous ramène à la réalité.

L'ancienne dictature a été remplacée par une autre dictature islamique cette fois-ci.

Pour ceux qui ignorent les faits, un jeune homme a accompagné sa copine à 3h du matin, et avant de la déposer en face de chez elle, il l'a embrassé. Une scène banale qui arrive toutes les secondes partout en Europe.

Mais voilà, nous sommes en Tunisie, car trois policiers ont débarqué devant la voiture des deux amoureux. Ces derniers étaient dans un véhicule banalisé, ils ont embarqué le fiancé. Une fois menotté, ce dernier a été conduit par un policier au distributeur automatique, et s'est fait racketter de 300 dinars (150 euros), et sa fiancée s'est fait violer par les deux autres fonctionnaires de police, à tour de rôle.

Après avoir porté plainte, le couple en question a réussi à mettre les fonctionnaires pourris en prison. Mais le porte-parole du ministère de l'intérieur tunisien – avant de tempérer sa position devant la stupeur générale déclenchée par le peuple tunisien, a volé au secours de ses fonctionnaires.

Le ministère trouve que le garçon et la fille étaient dans une « position immorale », les victimes de l'histoire sont poursuivies pour « atteinte aux bonnes mœurs ».

Les islamistes au pouvoir trouvent que le comportement du couple est incompatible avec la moralité du pou-

voir en place.

Un communiqué publié par « l'universitaire et féministe Ilhem Marzouki » a indiqué que la fille violée par deux policiers sera traduite devant le tribunal pour « outrage public à la pudeur » et sera également confrontée avec les deux policiers impliqués dans l'affaire du viol. Le fiancé de la jeune fille est aussi convoqué pour la même raison après avoir été soumis à un chantage par l'un des agents.

Les associations prenant part de ce communiqué à l'instar de l'Association tunisienne des femmes démocrates, l'Association des femmes tunisiennes pour la recherche sur le développement, la Ligue tunisienne pour la défense des droits de l'homme ont exprimé leur préoccupation à l'égard de l'affaire de la jeune qui souffre d'un état psychique instable nécessitant un soutien extrême.

Elles ont dénoncé par la même occasion les attitudes transformant la victime en coupable pour la dissuader de porter plainte contre ses bourreaux.

Les organisations de la société civile ont également condamné les déclarations du porte-parole du ministère de l'Intérieur qui justifient le recours à la violence. Les associations signataires ont appelé la société civile à soutenir cette citoyenne contre l'injustice.

Comme le signalait une tunisienne membre de l'association, à ce rythme là, les parents aussi doivent être condamnés s'ils donnent naissance à une très belle fille, car elle risque de

détourner le regard des hommes, imaginons s'ils provoquent des accidents, c'est la fille qui doit être condamnée pour homicide involontaire, la castration du père et ligatures des trompes pour la mère.

Pour la présidente de l'Association tunisienne des femmes démocrates, Ahlem Belhadj, qui représente aussi les intérêts de la victime, « c'est une affaire qui fait honte à la Tunisie. Dans notre culture, même au niveau de la loi, on a tendance à rendre les victimes responsables de leur viol ». Plusieurs centaines de personnes ont par ailleurs manifesté mardi en soutien à la victime devant le tribunal, brandissant des pancartes proclamant « Révolution volée, femme violée, petite fille violée », ou encore « Violée ou voilée, faut-il choisir? ».

Le Premier ministre, Hamadi Jebali a lui dénoncé « avec force » le viol, dans un entretien au quotidien belge « Le Soir » et promis que les policiers « seront jugés sévèrement ». Par contre

il ne s'est pas prononcé sur les déboires judiciaires de la victime, relevant simplement qu'il y avait « peut-être, selon l'autorité judiciaire, un cas d'attentat à la pudeur ».

Ce scandale intervient alors que le gouvernement tunisien, dominé par les islamistes d'Ennahda, est régulièrement accusé de s'en prendre aux droits des femmes. Alors que celles-ci, en Tunisie, bénéficient du statut le plus moderne du monde arabe de-

puis la promulgation du Code de statut personnel en 1956 instaurant l'égalité des sexes dans certains domaines. Ennahda avait déclenché un large mouvement de contestation en août en proposant d'inscrire dans la nouvelle Constitution la « complémentarité » des sexes et non l'égalité. Le projet a été abandonné la semaine dernière. Mais depuis l'arrivée au pouvoir des islamistes, des ONG dénoncent aussi le harcèlement de la police à l'égard des Tunisiennes.

Les partis islamistes ont beaucoup de succès aujourd'hui dans le monde arabe, car d'une part, parce que d'abord et avant tout, ils sont la seule force d'opposition crédible et audible, contre des régimes corrompus incapables. Mais, en vrai, plus dictatoriales, meurtriers et totalitaires.

D'autre part, il y a le conservatisme, pas au sens religieux, mais au sens culturel, qui fait que le discours religieux par essence moralisant attire même les personnes non pratiquantes.

En effet, la sphère religieuse n'est pas clairement définie dans les pays, ce qui laisse une grande marge de manœuvre à certains partis politiques d'utiliser la religion comme argument.

Le droit de la femme ne doit pas être bafoué, un policier qui porte le costume se croit supérieur et se donne le droit de faire ce qu'il veut, il pense avoir tous les droits sans penser à ses obligations, il doit savoir qu'il est au service de la population et veiller à la sécurité de chaque citoyen. Ces deux violeurs doivent servir d'exemple, ils doivent être châtiés au maximum, la justice doit sévir pour éviter un bain de sang. Le peuple tunisien n'est pas dupe, les juges doivent faire leur travail sans peur, ce ne sont pas des policiers véreux qui doivent faire la loi. Les Tunisiens doivent s'unir de nouveau pour nettoyer la crasse du passé, et la vermine d'avant la révolution qui ronge encore la société.

L'immolation par le feu du pauvre vendeur de fruits et de légumes et le sacrifice de milliers de jeunes tunisiens, qui ont rêvé d'un monde meilleur ne doit pas être vain.

Non à l'obscurantisme et à l'abus du pouvoir. Il faut rester vigilant !

